

## 1er commentaire d'arrêt

Par **Mamargotte**, le **18/11/2014** à **11:29**

Bonjour à tous!

Voilà j'ai un commentaire d'arrêt à faire pour jeudi, j'ai déjà fait ma fiche d'arrêt et une esquisse de plan mais je doute qu'il soit bon puisque je n'en ai jamais fait... Pourriez-vous m'aider s'il-vous-plaît?

Bien cordialement, Mamargotte.

Sur le moyen relevé d'office, après avis donné aux parties conformément à l'article 1015 du code de procédure civile :

Vu l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; Attendu, selon l'arrêt attaqué, que Mme X... et M. Claude Y... se sont mariés le 6 septembre 1969 et qu'une fille, née le 15 août 1973, est issue de leur union ; qu'après leur divorce, prononcé le 7 octobre 1980, Mme X... a épousé le père de son ex-mari, Raymond Y..., le 17 septembre 1983 ; qu'après avoir consenti à sa petite-fille une donation le 31 octobre 1990, ce dernier est décédé le 24 mars 2005 en laissant pour lui succéder son fils unique et en l'état d'un testament instituant son épouse légataire universelle ; qu'en 2006, M. Claude Y... a, sur le fondement de l'article 161 du code civil, assigné Mme X... en annulation du mariage contracté avec Raymond Y... ;

Attendu que, pour accueillir cette demande, l'arrêt, par motifs propres et adoptés, après avoir relevé qu'ainsi que l'a rappelé la Cour européenne des droits de l'homme dans un arrêt récent, les limitations apportées au droit au mariage par les lois nationales des Etats signataires ne doivent pas restreindre ou réduire ce droit d'une manière telle que l'on porte atteinte à l'essence même du droit, retient que la prohibition prévue par l'article 161 du code civil subsiste lorsque l'union avec la personne qui a créé l'alliance est dissoute par divorce, que l'empêchement à mariage entre un beau-père et sa bru qui, aux termes de l'article 164 du même code, peut être levé par le Président de la République en cas de décès de la personne qui a créé l'alliance, est justifié en ce qu'il répond à des finalités légitimes de sauvegarde de l'homogénéité de la famille en maintenant des relations saines et stables à l'intérieur du cercle familial, que cette interdiction permet également de préserver les enfants, qui peuvent être affectés, voire perturbés, par le changement de statut et des liens entre les adultes autour d'eux, que, contrairement à ce que soutient Mme X..., il ressort des conclusions de sa fille que le mariage célébré le 17 septembre 1983, alors qu'elle n'était âgée que de dix ans, a opéré dans son esprit une regrettable confusion entre son père et son grand-père, que l'article 187 dudit code interdit l'action en nullité aux parents collatéraux et aux enfants nés d'un autre mariage non pas après le décès de l'un des époux, mais du vivant des deux époux, qu'enfin, la présence d'un conjoint survivant, même si l'union a été contractée sous le régime de la séparation de biens, entraîne nécessairement pour M. Claude Y..., unique enfant et héritier réservataire de Raymond Y..., des conséquences préjudiciables quant à ses droits

successoraux, la donation consentie à Mme Fleur Y... et la qualité de Mme Denise X... en vertu du testament du défunt étant sans incidence sur cette situation, de sorte que M. Claude Y... a un intérêt né et actuel à agir en nullité du mariage contracté par son père ;  
Qu'en statuant ainsi, alors que le prononcé de la nullité du mariage de Raymond Y... avec Mme Denise X... revêtait, à l'égard de cette dernière, le caractère d'une ingérence injustifiée dans l'exercice de son droit au respect de sa vie privée et familiale dès lors que cette union, célébrée sans opposition, avait duré plus de vingt ans, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;  
(...)

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE, mais seulement en sa disposition prononçant l'annulation du mariage célébré le 17 septembre 1983 entre Raymond Y... et Mme Denise X..., ainsi qu'en sa disposition allouant une somme à M. Claude Y... sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile, l'arrêt rendu le 21 juin 2012, entre les parties, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence ; => voici l'arrêt et le plan:

- I/Le mariage entre alliés, une source de litige
  - A. La décision rendue par la cour d'appel
  - B. La décision rendue par la Cour de Cassation
- II/ La primauté du droit européen sur le droit positif
  - A. Le visa de la décision: l'article 8 de la CEDH
  - B. Conséquences sur l'ordre juridique interne.

Merci !! :)

Par **Visiteur**, le **18/11/2014 à 12:39**

Règle n°1: Ne jamais faire une partie sur la Cour d'appel.

En fait, il faut que tu prennes le motif de la décision que tu le découpes en 4 idées qui formeront tes 4 sous parties.

Par **marianne76**, le **18/11/2014 à 12:46**

Bonjour

Je confirme

Par ailleurs vos autres titres ne vont pas non plus: vos titres sont beaucoup trop généraux et s'apparentent davantage à des titres de dissertations. Vos titres doivent cibler sur la solution retenue. Rien qu'en les lisant le lecteur doit connaître la solution donnée par la cour de cassation au litige.

Par **Mamargotte**, le **18/11/2014 à 14:01**

En fait j'ai compris, j'ai refais un autre plan! Merci en tout cas!